

Compte-rendu : Rencontre#5 justice climatique et sociale avec un focus sur l'intergénérationnel organisée par le Forum des Jeunes (Namur - 27.04)

A. Grands parents pour le climat

Mouvement né en 2015 par la volonté de Thérèse Snoy, ex-députée, devenue grand-mère et ayant été notamment directrice d'inter-environnement Wallonie. Ce mouvement existe dans d'autres pays (France, Suisse, ...) et en Communauté flamande.

Volonté d'agir pour les petits-enfants pour leur laisser une planète vivable. Visibilité accrue lors de leurs participations aux manifestations pour le climat et en soutien aux jeunes lors de leurs grèves du jeudi en 2018.

3 axes d'action :

1. **Mode de vie** : s'engager à être plus "durable" dans son quotidien, réduire son empreinte carbone (ex : comment diminuer sa consommation, mieux placer son argent, etc.)
2. **Transmission** : auprès des personnes âgées * (partenariat avec ENEO et d'autres associations) et des jeunes (via des écoles primaires et secondaires mais pas facile), via par exemple la Fresque du climat et jeu de la ficelle en secondaire (en maternelles aussi au Champ des cailles, via des activités sur un potager, etc.).
3. **Plaidoyer** : Vers les Responsables politiques et les acteurs clés (à tous les niveaux), à travers la rédaction de Mémoires ou de rencontres (ex: TCE, fiscalité, Plans Air Climat Energie,...).

Il y a un système de vigilance au sein du mouvement pour surveiller les votes et les publier (publication des votes sur certains dossiers qui ont trait à l'environnement, "shaming"), plus facile au Niveau EU car pas d'accord de gouvernement comme en Belgique (où ils sont obligés de voter l'accord convenu dans la DP). Remerciements vers les députés qui ont bien voté. Ils suivent les votes via la plateforme EU.

Le plaidoyer se fait aussi avec des partenariats ou des relais comme avec Greenpeace ou Amnesty, les Grootouders voor het Klimaat ou les youth for Climat dans leur campagne de signature de courriers/lettres ou encore avec Canopea dans la diffusion de leurs rapports, et toujours en lien avec la Coalition Climat.

Comment choisir les sujets ? En fonction de l'actualité et des travaux de la Coalition Climat :

- *Information générale sur les causes et responsabilités des changements climatiques
- Agriculture & alimentation (mode de vie)
- Mobilité (Avis sur Plan Mobilité Bxl – Plan de la SNCB)
- Numérique (empreinte)
- Habitat
- Justice sociale (Plan Air Climat Energie W et Bxl)

Au niveau de leur plaidoyer, le concept de **justice sociale est une priorité transversale** et une attention particulière est portée aux particularités des personnes âgées. **Leurs actions et votes sont guidés sur base des répercussions sur les générations à venir, car leur priorité est d'assurer leurs conditions de vie à l'avenir, sur une terre vivante et solidaire.**

B. UNICEF

Objectif : Réaliser les droits des enfants pour tous les enfants dans le monde.

Constat : La crise climatique crée un défi pour la réalisation des droits de l'enfant. Dans les différents pays, UNICEF a des programmes d'aide humanitaire (nourriture, etc). En Belgique, UNICEF a principalement une fonction de plaidoyer sur cette thématique.

Problème : Les enfants ne sont pas représentés démocratiquement alors que leurs besoins et leur vulnérabilité sont spécifiques.

2 piliers d'impact :

- L'exposition directe des enfants aux changements climatiques, notamment de par leur fragilité physique => l'éducation à l'environnement a un rôle clé pour savoir ce qu'ils doivent faire et comment réagir.
- Les répercussions de ces changements : problèmes d'accès à l'éducation (ex suite aux inondations au Pakistan), discriminations liées au genre, etc.

→ Importance de porter une attention particulière aux enfants (ce qui est souvent oublié) et de réaliser un travail de prévention, protection et de préparation.

→ Importance de la **solidarité internationale** pour assurer le respect des droits des enfants. L'impact de la crise climatique sur les enfants n'est pas le même partout, les conséquences non plus¹.

Que plaide UNICEF en termes de solidarité internationale ?

- Demande d'intégrer, dans les programmes, un axe spécifique sur les enfants. Par exemple, dans les programmes de (re)construction pour l'adaptation aux changements climatiques, la place des écoles doit être maintenue.
- Demande de moyens financiers (plus de moyens pour la Belgique), pas sous forme de prêt mais garantis sans conditions.

Est-ce qu'il y a des acteurs qui nuisent à /freinent votre travail/ sont contre les enfants ?

Pas vraiment mais il y a des gens qui ne croient pas aux changements climatiques. Beaucoup d'organisations ne comprennent pas pourquoi UNICEF travaille aussi sur l'aspect environnement. Une participante fait le lien entre l'accès à l'éducation pour les jeunes filles et l'impact positif sur l'environnement.

Concept du choc climat: Un enfant qui est né aujourd'hui subit plus de chocs climatiques que les générations d'avant (Organisation par UNICEF d'un sommet pour les enfants en Belgique pour développer le travail de sensibilisation, de plaidoyer politique et pour renforcer la voix des enfants).

¹ Rapport avec toutes les infos à ce propos [ici](#).

Comment aborder ces enjeux avec les enfants?

Il faut éviter, à travers la communication (messages envoyés) et la méthodologie, de créer une peur encore plus grande. Ce n'est pas le rôle des enfants de changer les choses, mais de s'informer et de voir ce qui est déjà fait, ce qui peut être fait.

Au niveau de l'éducation, il existe beaucoup de méthodologies pour aborder ces enjeux mais ce n'est pas facile de s'y retrouver pour les professeurs parfois car il y en a beaucoup. Ces enjeux commencent à être intégrés dans les programmes mais ça reste optionnel, ça dépend de la sensibilité de l'école, des professeurs. Débat entre l'importance d'informer et d'éduquer aux enjeux climatiques mais aussi sur le droit de réclamer aux responsables politiques et aux autres de se bouger.

Unicef mentionne que les enfants et les jeunes passent de plus en plus par les tribunaux pour réclamer le respect de leur **droit à un environnement sain et à un avenir** face aux Etats. Avec les limites liées aux coûts et à la complexité de ce processus (besoin d'accompagnement par des avocats).